

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 16 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BENEDETTI GUELPA

620 AVENUE DU MONT BLANC
74190 Passy

Références : [20231201-RAP-InspectionBenedettiGuelpaMagland-vs](#)
Code AIOT : 0006101825

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2023 dans l'établissement BENEDETTI GUELPA implanté lieu dit La Combe Carrière de La Balme 74300 Magland. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BENEDETTI GUELPA
- lieu dit La Combe Carrière de La Balme 74300 Magland
- Code AIOT : 0006101825
- Régime : Autorisation

L'entreprise Benedetti-Guelpa exploite une carrière de roches calcaire à Magland.

L'arrêté du 29 janvier 2020 autorise le renouvellement et l'extension de l'exploitation pour une durée de 15 ans. La carrière est accessible par la RD6 et surplombe la RD 1205 sur sa partie Ouest.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Phasage	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3
2	Surveillance géotechnique	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3
3	Suivi de vibrations sur la falaise	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.9
4	Suivi de la falaise	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.10
5	Surveillance poussière	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 4.2.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité sur les points de contrôle retenus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage		
Prescription contrôlée :		
Phase	Mode extraction	Cote finale
1	Réalisation des tirs de mines de la zone la plus éloignée de la falaise jusqu'à la limite 45 m	585 m NGF
2.1	Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m	591 m NGF
2.2	Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m	585 m NGF
3.1	Réalisation des tirs de mines de la zone la plus éloignée de la falaise jusqu'à la limite 45 m	579 m NGF
3.2	Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m	579 m NGF
Constats :		
<p>Les premières phases d'exploitation les plus proches de la falaise ont été divisées en plusieurs parties en fonction des risques de création de vibration.</p> <p>Les premières phases ont été réalisées sous la surveillance du CEREMA sans incident.</p> <p>L'exploitation de la phase 3.1 est en cours. Les observations faites sur le terrain correspondent au phasage prévu (zone exploitée, côte).</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de décalage par rapport au phasage prescrit dans l'arrêté préfectoral.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 2 : Surveillance géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage – surveillance organisme
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance d'un organisme compétent en matière de suivi des vibrations et en géotechnique qui valide la méthode d'extraction avant chaque phase en particulier pour les zones comprises entre 20 et 45 m. Lors des phases 1 à 3, les données issues des tirs (plan de tir, résultats des mesures de vibrations, constat sur la falaise,..) sont transmis à un organisme compétent qui valide la poursuite des tirs et la méthodologie d'extraction.
Constats : Les phases 1 à 3 sont réalisées sous la surveillance du CEREMA. La note sur les seuils de vibrations du 21/10/2022 validait la méthodologie jusqu'à la phase 3.1 au vu des mesures issues du suivi des vibrations. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, l'avis du CEREMA sur la méthodologie de la phase 3.2 avant de commencer cette phase.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi de vibrations sur la falaise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.9
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de vibrations sur la falaise
Prescription contrôlée : A chaque tir, le suivi des vibrations sur la falaise est réalisé, sur les points définis dans la note du CEREMA et localisés en annexe 1: • un point sur la carrière ; • deux points en sommet de falaises, dont un au plus proche des tirs qui pourra évoluer d'emplacement en fonction des tirs ; • un point dans la falaise. Les vibrations mesurées sur ces points de la falaise ne doivent pas dépasser le seuil de 15 mm/s, toutes fréquences confondues .
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté en séance les rapports sur les mesures de vibrations comprenant les points demandés. Sur les 8 tirs de mines réalisés entre mars et août 2023, aucun dépassement de la valeur de 15 mm/s n'est relevé. La valeur maximale sur le sismographe le plus représentatif dans la falaise est de 7,87 mm/s pour le tir du 3/08/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi de la falaise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.10
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de la falaise
Prescription contrôlée : Après chaque tir, une inspection visuelle est réalisée afin de s'assurer que le tir n'a pas créé d'instabilité vis-à-vis de la RD 1205.
Constats : A chaque tir, un employé de la carrière est posté le long de la RD 1205 afin d'observer tout signe de déstabilisation qui pourrait être lié au tir. Le résultat du contrôle et la personne responsable sont notés dans le rapport de tir. Aucun événement n'a été relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance poussière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance poussière
Prescription contrôlée : Les campagnes de mesures durent trente jours et sont réalisées selon la norme NF X 43-014 (2003) pendant la première année d'exploitation, de manière à obtenir au minimum 3 périodes de mesures. Les campagnes de mesures comprennent des phases de tir.
Constats : L'exploitant a transmis en janvier 2023 le rapport de surveillance de la carrière (Rapport Geostrate de janvier 2023 Bilan des suivis - Surveillance des retombées de poussières). Conformément au plan de surveillance, le suivi porte sur des périodes de 30 jours, sur 4 points de mesure : <ul style="list-style-type: none">• entrée du site (jauge de type a) ;• habitation Sud-Est – hameau de « Balme » (jauge de type b) ;• habitation Sud – chemin de la gare (jauge de type b) ;• témoin au lieu-dit « La Plagne » (en dehors de l'influence possible de la carrière, jauge témoin).

3 campagnes comprenant des activités de tir ont été réalisées en septembre 2020, octobre 2022 et décembre 2022 conformément aux prescriptions de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral, ainsi qu'une campagne sans activité du site en novembre 2020.

Les résultats des mesures sont tous inférieurs à 150 mg/m²/ jour montrant un empoussièrement faible, en particulier sur les jauges de type b.

Observations :

L'exploitant pourra réaliser d'autres campagnes en période d'activité (tir et concassage) pour montrer le faible empoussièrement lié à la carrière sur les jauges de type b (riverains situés à moins de 1500 m de la carrière sous les vents dominants).

Type de suites proposées : Sans suite